

VERS UN FRONT SOCIAL ÉLARGI : QUEL OBJET ET QUELLE FORME ?

Par Christine Mahy, secrétaire générale du RWLP
et Jean Blairon, directeur de l'asbl RTA

En écho à une interview de Nico Cué sur *Martin Première*, nous disions combien nous partageons son point de vue sur la nécessité de construire un front social élargi, sur base d'une alliance entre syndicats et associations¹.

La journée du 17 octobre, co-organisée avec la CSC et la FGTB wallonnes, peut être considérée comme un premier pas réussi en ce sens². Quelque 3000 personnes en tout cas, mobilisées pour manifester leur rejet de la fatalité de la pauvreté l'ont manifesté. Les discours de Thierry Bodson et de Marc Becker, qui ont clôturé la manifestation, l'ont redit avec force.

Après ce premier succès, il doit y en avoir d'autres : les associations, par exemple, devraient se joindre aux manifestations organisées par le front commun syndical à partir du 6 novembre et s'associer à la grève générale du 15 décembre.

Il faudrait considérer ces rendez-vous comme des expérimentations pratiques, qui ont une importance considérable : elles constituent des expériences communes et invitent tous les acteurs à échanger sur le pourquoi et le comment d'un tel front élargi.

C'est dire qu'un recul réflexif est fondamental pour ces initiatives, qu'elles soient réussies ou plus difficiles, si l'on veut dépasser des alliances circonstanciées.

Nous voudrions y contribuer dans ces lignes.

Un front social élargi peut prendre en effet bien des formes et s'articuler autour de bien des objets.

QUELLE VISÉE ?

Mais la première question qu'il serait dommageable d'éluder concerne la visée d'une telle alliance si elle se voulait structurelle.

Une sorte de degré zéro – qui ne serait pas rien – serait de tendre à ce que les causes des uns soient aussi défendues par les autres et réciproquement.

Nous trouverions alors dans la perspective d'une augmentation aussi systématique que possible du rapport de force, chaque protagoniste ayant à cœur d'adopter les revendications de l'initiateur et d'y apporter son concours quantitatif et symbolique.

L'horizon de référence est alors la définition de la **question publique** proposée par le sociologue C.W. Mills : des épreuves « de milieu », subies en situation par tel ou tel groupe de personnes (par exemple la perte d'un emploi, le meurtre d'un enfant, l'exclusion d'une famille du territoire, l'attaque subie par une profession...) sont manifestées comme question publique lorsqu'il est démontré qu'elles constituent en fait un **enjeu de structure**. En d'autres termes, une question devient « publique » « lorsqu'un mouvement de société fait considérer comme communs à tous certains problèmes ou

1 C. Mahy et J. Blairon, « Vers un front social beaucoup plus large ? », http://rwlp.be/index.php/action-politique/reactions-a-ou-www.intermag.be/images/stories/pdf/201410_2.pdf.

2 Pour une description de cette action, voir http://rwlp.be/images/evenements/Texte_communication_complet_CM.pdf.

certains aspects de l'expérience vécue par des individus ou un groupe social particuliers »³. Une question publique est dès lors d'autant plus légitime qu'elle est « adoptée » par des personnes qu'elle ne touche pas directement.

Un degré supplémentaire d'ambition consisterait à sortir d'une logique disjonctive (ou...ou ?) pour poursuivre désormais une logique conjonctive (et...et...) qui fait souvent défaut collectivement ; dans certains cas, la disjonction peut même séparer les acteurs, qui ne se sentent concernés que par une branche de l'alternative, voire dénie la légitimité de l'autre.

Nous allons illustrer cette thématique par trois questions souvent vécues sur le mode disjonctif : faut-il se mobiliser pour des revendications matérielles ou immatérielles ? Les luttes doivent-elles être défensives ou offensives ? Faut-il dénoncer les inégalités ou les asymétries ?

La conjonction des revendications matérielles et immatérielles

On peut en effet avancer que les deux éléments sont indissociables. Dans le rapport que le Délégué général aux droits de l'enfant a consacré aux incidences et aux conséquences de la pauvreté sur les enfants, les jeunes et leurs familles, une personne l'exprimait dans une formule lapidaire : « Le plus dur, ce n'est pas de vivre sans rien, c'est d'être considéré comme rien. »⁴ Le témoignage de Bernard, le soir du 17 octobre, ouvrier licencié par Arcelor Mittal, le montrait également, lorsqu'il avançait la dureté du traitement subi par les ouvriers pendant toute la procédure de fermeture (mépris subi, perte de la dignité, culpabilisation...), dureté qui venait s'ajouter à la perte de l'emploi proprement dit. Danièle Linhart a ainsi proposé la formule selon laquelle la perte d'emploi est aussi la perte de soi⁵. Or nous assistons souvent à des revendications ou des luttes qui s'intéressent seulement à la dimension matérielle des choses, ou, à l'inverse, à des actions qui se préoccupent de « l'estime de soi » de leurs bénéficiaires... en faisant l'impasse sur leur situation matérielle.

La conjonction des actions défensives et offensives

La mise en cause systématique des conquêtes sociales, si ce n'est leur démantèlement, suit une logique implacable : retraduction des acquis en privilèges désormais impayables et... inégaux, selon une sorte de revendication corporatiste négative : l'attaque des conditions de retraite des policiers, des pensions des fonctionnaires met en avant que d'autres groupes n'en bénéficient pas pour justifier une harmonisation par le bas, en oubliant l'histoire et la parole donnée. Nous assistons au développement d'une sorte de « benchmarking » négatif : tout ce dont bénéficie un groupe dont ne bénéficie pas un autre justifierait son retrait... Le refus **collectif élargi** de ces régressions paraît fondamental pour s'opposer à cette stratégie destructrice des solidarités...

De la même façon, il convient de considérer comme irrecevable l'argument « c'est moins pire qu'ailleurs, donc ce n'est pas grave »⁶.

Les actions offensives portent sur la revendication d'un autre modèle de développement, par exemple d'un développement qui s'appuie sur les richesses de toutes les populations : « même appauvries, les personnes sont des sujets proposant et des sujets créatifs en puissance. La population n'est pas sans ressources : elle peut être sans logement et sans revenus suffisants, mais elle n'est pas sans potentiel. »⁷

3 J. Blairon et E. Servais, *L'institution recomposée, tome 1, Petites luttes entre amis*, Bruxelles, Luc Pire, 2000, p. 131.

4 *Dans le vif du sujet*, novembre 2009, p. 33.

5 D. Linhart et al., *Perte d'emploi, perte de soi*, Toulouse, Erès, 2009. Le livre montre l'insuffisance de la solution « matérielle » apportée à une fermeture d'usine.

6 Dénoncer ces arguments fallacieux est un travail considérable et permanent. Nous avons affaire en l'occurrence à un « dénombrement imparfait », figure de sophisme. Dire par exemple « La Belgique, ce n'est pas la Grèce » fait l'impasse sur le fait que les politiques subies par la Grèce sont de notre fait aussi, puisqu'elles ont été menées par l'Europe dont nous faisons partie et sans que nous nous y opposions et puisque la logique de « rigueur » que nous suivons ne se démarque pas dans ses orientations fondatrices de l'idéologie de l'austérité.

7 C. Mahy, interview de Yanic Samzun, Marc Sinnaeve et Pierre Vangilbergen, in *Agir par la culture*, n°39, automne 2014, p. 5.

Mettre en avant la **complémentarité** des deux types de luttes est essentiel : la non prise en compte des ressources créatives des populations et le déni de l'histoire et des accords qui « justifie » la mise en cause des conquêtes sociales s'alimentent en effet à la même source capitaliste-négationniste.

La conjonction des luttes contre les inégalités et de la dénonciation des asymétries

Pour aller vite, nous pourrions dire que les luttes contre les inégalités concernent des différences de « statut » (par exemple la revendication « à travail égal, salaire égal » permet de lutter contre les inégalités de genre). La lutte contre les asymétries dénonce des **différentiels de conception** selon les positions sociales occupées.

Par exemple, le fait que les avantages reçus par les entreprises ne sont pas conditionnés (les « abattements » de « charges » ne sont pas conditionnés à l'engagement de personnes supplémentaires)- tandis que les aides sociales le sont de plus en plus. En haut de la société (où règnent la vertu et le désintéressement, cela va sans dire), la liberté est de mise ; en bas, la contrainte est nécessaire (puisque les personnes appauvries sont veules et cupides).

Croisons ce point avec le précédent en réfléchissant à la question de la contribution (au développement) et de la rétribution (selon son apport à celui-ci). Pour les travailleurs, la contribution à la société est le plus souvent niée⁸, pendant que la contribution à l'effort (« de tous ») est requise ; les travailleurs, avec ou sans emploi, sont voués aux efforts et aux sacrifices et leur égoïsme supposé conduit l'Etat à les y contraindre (« en prenant nos responsabilités », disent les élites !). Pour les actionnaires et tous ceux qui les servent, souvent servilement, il n'y a pas de contribution à l'effort (entend-on dire que le retour de la compétitivité passera par la réduction du salaire des grands patrons ? - non on entend l'inverse : pour avoir un patron « compétitif », il faut allonger et s'allonger... ; sans parler ici de la justice fiscale...), mais pas non plus de contrainte ; l'Etat doit arriver à les séduire (en faisant semblant de croire qu'ils s'engagent à s'engager, par exemple à rester dans la Région dont ils ont reçu des avantages divers), mais ne pense pas « à prendre ses responsabilités » envers eux...

Ce sont ces asymétries peu aperçues qui justifient le creusement des inégalités en présentant comme « naturelles », au nom de *pétitions de principe*, les mesures différentielles qui sont prises.

Pour subir ces violences symboliques extrêmes au quotidien, les personnes appauvries constituent une ressource d'analyse essentielle pour dénoncer de telles pétitions de principe, qui inspirent tant de politiques aujourd'hui. Faute d'identifier cette conjonction, la lutte contre les inégalités risque de s'apparenter au remplissage du tonneau des Danaïdes, puisque ce qui alimente les inégalités (les asymétries) n'est jamais combattu.

QUELS OBJETS ET QUELLE IDENTITÉ POUR UN « FRONT ÉLARGI » ?

On peut se demander si, à partir de ces « conjonctions », un point de vue commun, structuré et structurant, sera de plus en plus identifié et si ce point de vue contribuera à faire en sorte que les associés en viennent à se définir une identité commune stabilisée.

Les expériences en cours conduisent d'abord à dire que cette identité ne se construira pas à partir d'une utopie ou d'une alternative totale par rapport à la société d'aujourd'hui.

Par exemple, il paraît difficile d'imaginer que l'utopie d'une **fin du travail** (au profit de « l'activité » par exemple) pourra jouer ce rôle structurant.

Jean-Pierre Le Goff avance un point de vue critique par rapport à cette logique :

« Il peut paraître louable de vouloir préconiser le développement des activités citoyennes, de loisir et de culture face à la « valeur travail », mais encore s'agit-il de ne pas ériger ce qui

8 La conception « instrumentale » du travail fait en effet l'impasse sur le fait que pour les travailleurs, il s'agit bien de contribuer à construire une société, de participer à son développement. Cf. à ce sujet D. Linhart, *Travailler sans les autres ?*, Paris, Seuil, 2009 et J.-P. Le Goff, *La barbarie douce, la modernisation aveugle des entreprises et de l'école*, Paris, La découverte, 1999.

apparaît comme un mode de vie valorisé par les couches moyennes supérieures en modèle hégémonique, reproductible comme tel par toutes les couches de la société. Ce mode de vie apparaît, du reste, largement imaginaire quand on examine le surinvestissement de nombreux cadres dans leur activité. (...). Décréter la fin du travail, c'est développer une utopie stérile qui favorise le développement du désarroi dans les milieux ouvriers et populaires »⁹

Deux autres versions nous paraissent pouvoir être mobilisées et jouer un rôle mobilisateur ; elles sont probablement complémentaires si ce n'est indissociables.

Contester la hiérarchie des richesses et dénoncer le retour de la primauté de la rente nous reconnecte avec le sens des révolutions sociales dont nous sommes les héritiers. En 1833, *L'écho de la Fabrique*, journal des ouvriers lyonnais, énonce clairement ceci :

« Faudra-t-il donc un autre 89 pour émanciper la plus noble, la plus vivante, la plus utile des richesses : celle qui vivifie toutes les autres ? Car, enfin, si vous n'aviez la puissance des bras pour mouvoir et féconder la terre, pour utiliser les capitaux et leur donner vie, il ferait beau vous voir avec vos pierres, vos genêts et vos broussailles ; il ferait beau vous voir assis sur la caisse où gisent vos trésors ! Voyez, s'il vous plaît, quelle extravagance ? La plus productive des richesses, l'âme de toutes les autres, est dans notre siècle en état de supplication et de servitude devant celles qui lui doivent tout ! Elle est délaissée, dédaignée, sans rang politique, sans représentants, recevant partout pitié et quelquefois mépris ! Voilà certes, un non-sens dans les idées morales de nos jours. Il n'y a vraiment pas de logique dans la hiérarchie des richesses. Eh bien ! la tâche de l'avenir est de replacer chaque chose en son lieu, et de rendre la préséance au mérite ; la richesse des bras doit avoir le pas sur les autres, et, comme les autres, doit conférer tous les droits civiques ; telle est la tendance des idées à mesure que la civilisation gagne ; les différentes richesses seront classées en premier ou en second ordre, selon qu'elles toucheront de plus près à l'intelligence qui est le principe civilisateur. »¹⁰

Mettre en avant l'apport incontournable, **actuel et pas seulement virtuel**, des richesses présentes dans les populations et, à partir de là, contester la hiérarchie présente des richesses est selon nous une visée structurante possible pour le « front » en voie de constitution, nous allons y revenir infra.

Faire voir le monde sous la réalité telle qu'elle est instituée, pour reprendre ces termes de Luc Boltanski, constitue un autre point de vue structurant.

Lorsqu'il fait retour sur sa collaboration avec Pierre Bourdieu, notamment dans le contexte de l'écriture commune de l'ouvrage *La production de l'idéologie dominante*, Luc Boltanski avance ceci :

« Dire ce qui est, donner à voir le monde dans la forme de réalité à laquelle il est tenu de se plier, dans une société déterminée, c'était donc le rendre inacceptable. Telle était bien, et telle est toujours notre tâche, la tâche de la sociologie, *rendre la réalité inacceptable*, au moins sous la forme qui devient la sienne, quand en tant que réalité construite, solidaire d'un ordre social préexistant, avec ses contradictions, ses opacités et ses asymétries, elle semble arraisonner le monde dans sa totalité comme pour le figer et le rendre semblable à une chose. Et c'est peut-être pour cela qu'on peut parler de la sociologie comme d'un « combat ». Non bien sûr dans l'intention de rendre le monde invivable, mais, au contraire, pour, en contribuant à libérer les possibles latéraux qu'il enferme, rendre enfin envisageable sa manifestation. »¹¹

9 J.-P. Le Goff, *La France morcelée*, Paris, Folio, 2008, p. 135.

10 Cf. J. Blairon et J. Fastrès, « La révolution que nous attendons... », in *Intermag*, 2009, http://www.intermag.be/images/stories/pdf/capital_faconnier.pdf et J. Blairon, J. Fastrès et E. Servais, « Le mouvement social que nous attendons », *Intermag*, 2012, <http://www.intermag.be/images/stories/pdf/LeMouvementSocialAttendons.pdf>.

11 L. Boltanski, *Rendre la réalité inacceptable*, Paris, Demopolis, 2008, p. 178.

Il ne s'agit pas ici ni d'une tâche seulement théorique, ni d'une mission réservée aux intellectuels. Les associations, lorsqu'elles sont à l'écoute des « invisibles » de la société, de ceux qui n'entrent pas dans les tiroirs ou dans les cases définies à partir du seul point de vue de ce qui est apparent, y participent pleinement¹².

Mais nous avons affaire aussi en l'espèce à un enjeu considérable dans le monde du travail : la contribution invisible mais décisive des collectifs de travailleurs, via leurs façons propres de s'organiser, leur souci de bien faire au-delà (et parfois en dépit) des instructions technocratiques irrationnelles qui leur sont imposées¹³, le sens qu'ils construisent librement à propos de leur travail qu'ils considèrent comme une contribution à la production de la société¹⁴ – autant d'éléments du « monde » niés par la réalité instituée.

FRONT SOCIAL OU MOUVEMENT SOCIAL ?

Les raisonnements que nous venons de tenir ne peuvent que renvoyer à la question d'un nouveau mouvement social.

Puisqu'au niveau de sa composition potentielle, nous avons déjà ce que Pierre Bourdieu appelait de ses vœux, soit une alliance des syndicats et des associations, on peut s'interroger sur le degré d'ambition qui lui sera possible.

En nous référant à l'histoire et à l'analyse des mouvements sociaux telle que l'a construite Alain Touraine, on ne peut que rappeler ici qu'est mouvement social :

- un groupement d'acteurs ;
- qui identifie une richesse centrale pour la société ;
- en propose une interprétation opposée à celle d'un adversaire identifié ;
- fait de cette revendication un enjeu central.

Alors que le mouvement ouvrier mettait en avant, nous l'avons vu, la richesse des bras et la place centrale que prenait celle-ci dans la production de la société, nous sommes peut-être au début d'une époque qui reconnaîtra la place centrale qu'occupe la richesse subjective : les connaissances, la créativité, la force de proposition, de participation, la capacité d'implication, d'engagement de toutes les populations.

Cet apport n'est reconnu aujourd'hui que dans son interprétation capitaliste/négationniste : logiques technocratiques de plan, confiscation et instrumentalisation des connaissances, des savoirs, de l'enseignement et de la culture, concentration de l'information, manipulation de l'engagement et de la confiance, implication contrainte, etc.

Mais rien n'interdit de penser que les travailleurs, comme ceux qui sont privés de participation à la société, pourront, à l'instar des mouvements ouvriers, identifier la nature et l'importance réelles de leur apport propre et revendiquer une place et une rétribution conformes à leur apport effectif.

Et puisqu'un mouvement social n'est tel que parce qu'il est **vécu**, on ne peut qu'accorder une importance considérable aux expériences en cours en cette fin d'année 2014.

12 Pour un développement de ce point, voir C. Mahy, interview de Yanic Samzun, Marc Sinnaeve et Pierre Vangilbergen, in *Agir par la culture*, n° 39, automne 2014, p. 4.

13 Cf. le conflit actuel à La Poste, dirigé en partie contre les logiques technocratiques imposées aux postiers.

14 C'est notamment patent dans le cas des agents des services publics, mais pas seulement.